

[ACTUALITÉ](#) [Débattre](#) [Les chroniqueurs du Point](#) [Le Blog note](#)

Le Blog note
PHILIPPE TESSON
[RSS Philippe Tesson](#)

Le Point.fr - Publié le 17/09/2012 à 07:26 - Modifié le 17/09/2012 à 09:15

Tesson : et si on parlait de l'argent public!

Les riches sont pointés du doigt, mais on est beaucoup plus discrets sur les abus et les extravagances de l'Etat et des collectivités locales...



Photo d'illustration © AFP

Par PHILIPPE TESSON

Puisque le mot d'ordre est aux économies, puisqu'il y va de l'intérêt national, puisque la stigmatisation de l'argent est le sujet du jour, puisque la chasse aux riches est ouverte, parlons-en. C'est l'argent privé qui est en procès depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Et si l'on parlait de l'argent public ?

Un livre à paraître de René Dosjère, député de gauche qui, depuis des dizaines d'années, s'évertue à dénoncer les gaspillages de l'État et des collectivités, fait de nouveau et opportunément la vérité sur cette question. En même temps, une édifiante enquête parue dans le numéro du *Point* la semaine dernière apporte des révélations sur la dilapidation des fonds publics par les collectivités régionales et locales, notamment en matière d'effectifs, d'investissements somptueux d'une utilité contestable, ou encore de frais de représentation... Ne nous faisons pas d'illusions : pas plus que le rapport annuel de la Cour des comptes, ces documents n'auront le moindre effet.

L'État français fonde en effet son autorité sur la puissance d'une administration hypertrophiée, dans une relation perverse et objectivement complice entre pouvoir central et pouvoirs régionaux et locaux, cette collusion atteignant son paroxysme lorsque ceux-ci et celui-là ont la même couleur politique, ce qui est le cas actuellement. Le système est mafieux, gauche et droite se passant le relais au gré des alternances électorales. Seule une radicale réforme de l'État y mettrait fin. Cette hypothèse apparaît comme une utopie dans ce pays pétrifié.

On s'accommode de cette gabegie

Nul citoyen français n'ignore ces abus, ces prodigalités, ces extravagances. C'est devenu une fable. On s'en indigné volontiers. Pour la forme. Mais on s'accommode de cette gabegie. Elle fait partie du folklore national. Les gaietés de l'administration comme on disait les gaietés de l'escadron. C'est la singularité

française. Comme si l'argent public n'appartenait à personne, comme s'il n'était pas l'argent de chacun de nous, les plus pauvres comme les plus riches pour une fois égaux devant l'État. L'État dispensé de rendre compte de ses actes. L'État tout-puissant qui s'arroge tous les droits, droit à l'erreur, droit à la gestion approximative de ses entreprises, droit à la faillite, droit de cuissage économique, financier, fiscal... Qu'importe, il s'agit de l'argent public.

L'argent privé, c'est une autre affaire. Sur l'argent privé, sur l'argent des autres, c'est nous en revanche qui nous donnons tous les droits. Droit de regard, de contrôle, de jugement. Les abus que s'autorise l'État, ses défaillances dont nous sommes les victimes, nous les tolérons alors que nous sommes impitoyables vis-à-vis des comportements des entrepreneurs privés, même lorsqu'ils ne lèsent pas directement nos intérêts et, mieux encore, même lorsqu'ils profitent à l'intérêt commun.

L'État se permet des libertés qui l'appauvrissent et qu'il n'admet pas de la part de ceux qui contribuent à sa richesse. Il s'absout de cette imposture en invoquant la morale et la justice. Soit, si la forfaiture de l'entrepreneur est avérée. Mais comment ne pas comprendre le sentiment d'abandon, d'exclusion et de colère éprouvé aujourd'hui par une partie des forces vives de la nation, qu'on désigne à la défiance du peuple au seul prétexte qu'elles sont aux sources de la création et de la production. On les taxe et on les surtaxe parce qu'elles créent la richesse. Et dans la mythologie française, la richesse est confondue avec l'argent et l'argent est sale.

On ne s'étonnera pas que cette logique engendre des effets négatifs et regrettables : l'exil. Voire des effets pervers : un appel vient d'être lancé par trois jeunes gens qui invitent leurs congénères à quitter la France parce que "l'avenir des jeunes se joue ailleurs".

LE BLOG NOTE

Hollande : un Tartarin à l'Élysée

Philippe Tesson : François Hollande est piégé

Tesson : Hollande, c'est du vent !

Défense des riches

[Tous les articles - Le Blog note](#)



OPEL COMBO CARGO

Gamme à partir de 9 990 € HT sous condition de reprise. Demandez un rendez-vous!

» [Cliquez ici](#)



Livret d'Épargne à 3,30%

12 mois pour doper votre épargne, Livret épargne monabanq 3,30% garantis jusqu'à 100 000€ !

» [Cliquez ici](#)



Pas le temps de trader?

Ouvrez votre compte de trading Forexyard, et choisissez la plateforme qui tradera pour vous!

» [Cliquez ici](#)



Revenus > 2000€/mois ?

Vos revenus sont supérieurs à 2000€/mois, - 55 ans? REDUISEZ VOS IMPOTS grâce à la Loi Scellier

» [Cliquez ici](#)

Publicité Ligatus

30 Commentaires

[Ajouter un commentaire](#)

Basilic43

le 17/09/2012 à 10:34

Subventions, subventions !

Cette pratique devrait disparaître et laisser les bénéficiaires vivre de leurs activités ou talents. Toutes ces associations, syndicats, partis politiques, journaux. Un total qu'il serait bigrement intéressant de connaître. Même si nous ne cotisons pas au parti communiste, nous le finançons avec nos impôts, idem pour les Restos du Coeur etc. Certaines subventions vont à la solidarité, d'autres pas du tout. Il y a une grande gabegie de ce côté-là aussi.

Picolo06

le 17/09/2012 à 10:33

Un Etat qui s'octroie tous les droits

Cher Monsieur Tesson,
Votre article suscite un grand intérêt de notre part car il fait très justement écho à notre histoire personnelle... En effet, quand le citoyen français